

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 27 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APERAM ALLOYS IMPHY**

Avenue Jean Jaurès  
58160 Imphy

Références : 230585  
Code AIOT : 0005401254

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY, implanté Avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APERAM ALLOYS IMPHY
- Avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La SAS APERAM ALLOYS IMPHY conçoit et fabrique des produits métallurgiques de haute qualité, en alliages d'acier à base de nickel, chrome, cobalt, molybdène et autres métaux d'appoint. Elle commercialise :

- des produits dits « plats » en rouleaux, composés d'alliages de nickel ayant des propriétés particulières (alliages magnétiques et spéciaux, alliages à dilatation contrôlée utilisés pour les bilames, etc.),
- des produits semi-finis, comme des lingots et billettes en aciers inoxydables spéciaux, destinés à être transformés à chaud dans d'autres entreprises externes,

- des couronnes de fils d'acier toujours en alliages spéciaux à base de nickel.

Ces différentes productions sont destinées à des marchés mondiaux très « ouverts », tels que l'automobile, l'électroménager, la sécurité électrique, la pétrochimie, mais aussi à des marchés plus spécialisés comme l'aéronautique et le spatial, l'électronique, la micro-mécanique, la cryogénie et l'énergie.

Les fils en alliages spéciaux vendus en couronnes sont transformés en baguettes et fils de soudure, en vis, diodes, fils fins et ultra-fins, prothèses, résistances électriques, etc. En général, ces fils en alliages particuliers sont utilisés dans des milieux très agressifs (forte corrosion ou haute température, voire les deux) ou pour leurs propriétés physiques spécifiques (résistivité, magnétisme, dilatation contrôlée, etc.).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse
- rejets dans l'eau
- déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Localisation des points de rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Rejets dans l'eau - VLE	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
9	Entreposage de laitiers, réfractaires et matrice minérale	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Déchets - stockage des ferrailles	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 5.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Sécheresse - base documentaire	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse - volume prélevé	Arrêté Préfectoral du 28/08/2010, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Sécheresse - volume prélevé	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
3	Sécheresse - mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	/	Sans objet
8	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site d'APERAM est situé en bord de Loire qui lui fournit l'eau nécessaire au fonctionnement du site. Le bassin n'est pas en tension à date de l'inspection mais l'exploitant doit néanmoins travailler sur la connaissance fine de ses prélèvements et consommation en vue de les réduire. Concernant les rejets dans l'eau, de par son activité, le site rejette du Chrome et du Nickel en quantité supérieure aux valeurs limites et doit trouver des solutions de réduction ou de traitement.

Le site du Val de Loire doit faire l'objet d'un réaménagement pour stocker les laitiers et ferrailles en évitant tout transfert de matière dans les eaux de ruissellement. De plus, sur ce site, des ferrailles sont stockées en dehors des aires étanches prévues à cet effet et existantes sur le site. Un arrêté de mise en demeure est proposé sur ces deux points.

### **2-4) Fiches de constats**

### N° 1 : Sécheresse - volume prélevé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/08/2010, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Limite annuelle de prélèvement dans la Loire : 875 000 m <sup>3</sup> Limite annuelle de prélèvement dans l'AEP : 110 000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré dans GEREP pour l'année 2022 un total de 423 271 m <sup>3</sup> de prélèvements : - 386 021 m <sup>3</sup> dans les eaux de surface (Loire) - 37 250 m <sup>3</sup> dans le réseau d'eau potable.  L'eau issue du prélèvement dans la Loire est utilisée comme eau industrielle (refroidissement, production de vapeur, rinçage), et l'eau du réseau d'eau potable est utilisée pour le refroidissement du laboratoire, pour l'osmoseur du laminage à froid et pour un secours au refroidissement.  Les valeurs limites de prélèvement de l'arrêté préfectoral sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Sécheresse - volume prélevé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b> Au vu du point de contrôle n°1, l'arrêté ministériel du 30/06/2023 est applicable au site d'APERAM qui prélève plus de 10 000 m <sup>3</sup> par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Sécheresse - mesures de réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation est supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> par an : Réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire (alerte) Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire (alerte renforcée)

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage à grande eau), sauf impératif sanitaire, maintien de la sécurité

**Constats :**

A date de l'inspection, le site est situé dans le bassin hydrologique « Loire amont » classé en seuil de « vigilance » depuis le début de l'été, et les réductions forfaitaires ne s'appliquent pas. L'inspection rappelle néanmoins l'existence de l'arrêté préfectoral cadre du 30 mai 2023 applicable dans la Nièvre, ainsi que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 qui s'appliquent sans préjudice l'un de l'autre. Ainsi, les réductions forfaitaires les plus restrictives s'appliquent (celles de l'arrêté préfectoral cadre en cas d'alerte et d'alerte renforcée, celles de l'arrêté ministériel en cas de crise).

À noter que l'arrêté préfectoral du site prévoit des mesures de restriction quantitative chiffrées en alerte renforcée et en crise :

\* sur le prélèvement de Loire :

- 3 500 m<sup>3</sup>/j hors restriction
- 2 600 m<sup>3</sup>/j en alerte renforcée
- 2 400 m<sup>3</sup>/j en crise

\* sur le prélèvement dans le réseau d'eau potable :

- 207 m<sup>3</sup>/j en alerte renforcée
- 103,5 m<sup>3</sup>/j en crise

Toutefois, ces prescriptions ne sont pas contraignantes en termes de volume car le prélèvement moyen du site se situe, en 2022, autour de 1 129 m<sup>3</sup>/j dans la Loire, et 100 m<sup>3</sup>/j dans le réseau d'eau potable. Ce sont donc l'arrêté préfectoral cadre du 30/05/2023 et l'arrêté ministériel du 30/06/2023 qui s'appliquent en termes de restrictions.

L'exploitant indique dans ce cadre qu'il a identifié des actions pouvant permettre des économies d'eau telles que :

- identifier / chasser les fuites ;
- installation de récupérateurs d'eau de pluie en appoint des circuits fermés de refroidissement depuis juillet 2023 (économie de 10 000 m<sup>3</sup>/an)
- réflexion autour du remplacement des TAR par des groupes froids.

Les possibilités d'économie de plus de 10 % d'eau ne sont toutefois pas identifiées par l'exploitant à ce stade. Seuls des arrêts de production pourraient être envisagés. Compte tenu du fait que le site d'APERAM constitue un préleveur important au niveau de la région Bourgogne-Franche-Comté, un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant une étude technico-économique de réduction des consommations d'eau pourrait être proposé par l'inspection ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N° 4 : Sécheresse - base documentaire

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse

**Prescription contrôlée :**

<p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; [...]</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1<sup>er</sup>. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p> <p><b>Constats :</b> Compte tenu du fait que l'exploitant se situe dans un bassin classé en « vigilance », les dispositions de l'article 2 ne lui sont pas applicables à date de l'inspection.</p> <p>Toutefois, les éléments mentionnés au 1° de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 sont exigibles et à transmettre dans un délai de 3 mois après la parution de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p> <p>L'exploitant indique disposer des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tableau des prélèvements journaliers en Loire (compteurs)</li> <li>- tableau des prélèvements mensuels d'eau potable (compteurs) + relève journalière manuelle en période estivale</li> <li>- rejets dans la Loire et dans l'Ixere suivis avec l'auto-surveillance (en continu).</li> </ul> <p>L'exploitant envisage d'équiper les compteurs d'eau potable en télé-relève pour éviter les relèves manuelles journalières ou hebdomadaires.</p> <p><b>Demande de compléments :</b> les éléments doivent être mis en forme pour répondre aux exigences du 1° de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 avant transmission à réception du rapport d'inspection. L'exploitant doit mettre en place le dispositif nécessaire à la relève hebdomadaire des prélèvements d'eau potable pour répondre à cette prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 5 : Localisation des points de rejets dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes (voir détail dans l'arrêté préfectoral du 23/08/2010 §4.3.5 + modification à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27/11/2017 concernant l'usine du Val de Loire)
<b>Constats :</b> <b>Concernant les rejets en Loire (site Usine de Loire)</b>  <u>Le point de rejet n°2</u> est réglementé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site APERAM qui est responsable de l'ensemble des effluents s'y rejetant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Aubert et Duval y rejette ses effluents de purge de TAR et les eaux de refroidissements issues des fours de refusion transitant par une station de traitement ;</li><li>- APERAM y rejette les eaux purges des TAR de refroidissement directes, les eaux du refroidissement directes de la coulée continue et de l'affinage via un déshuileur et un décanteur ;</li><li>- et ce point collecte les eaux pluviales de la partie est du site de l'usine de Loire.</li></ul> <u>Le point de rejet n°7</u> est réglementé dans le seul arrêté d'autorisation d'Aubert et Duval qui est responsable de l'ensemble des effluents s'y rejetant : <ul style="list-style-type: none"><li>- APERAM y rejette ses effluents de purge de TAR de refusion ;</li><li>- et ce point collecte les eaux pluviales de la partie ouest du site de l'usine de Loire. Le rejet passe par un débourbeur-déshuileur géré par APERAM.</li></ul> <b>Concernant les rejets dans l'Ixeure (site du Chazeau)</b>  <u>Le point de rejet n°15</u> est réglementé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site APERAM qui est responsable de l'ensemble des effluents s'y rejetant : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux de refroidissement direct ou indirecte du laminage à chaud et à froid d'APERAM via un débourbeur-déshuileur ;</li><li>- purges de refroidissement de la société UGITECH (également présente sur le site du Chazeau) ;</li><li>- eaux pluviales du site du Chazeau.</li></ul> <u>Le point de rejet n°16</u> est réglementé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site APERAM qui est seul exploitant à l'utiliser pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- le rejet des eaux issues du décapage chimique et du rinçage de l'atelier de traitement de surface ;</li><li>- les eaux de paillasse du laboratoire de recherche via une cuve de stockage de 9 m<sup>3</sup>.</li></ul> Ce point de rejet est situé après la station de déchromatation (station Azur).  <b>Concernant les rejets en Loire (site Val de Loire)</b>  <u>Le point de rejet RX5</u> collecte les eaux pluviales du site du Val de Loire sur lequel sont stockés les déchets métalliques avant valorisation, ainsi que les laitiers.  <b>Non-conformité :</b> les points de rejet RX5 et R7 sont à considérer comme des points de rejet d'eau industrielle et non d'eau pluviale dans la mesure où ils collectent des eaux de purges de TAR et des eaux pluviales qui ruissellent sur un site où se trouvent potentiellement des poussières chargées en métaux compte-tenu de l'activité métallurgique du site (R7) et des laitiers et déchets de ferrailles



(RX5). (à noter toutefois que le point R7 est réglementé chez Aubert et Duval).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur (envoi en réseau, infiltration).Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les valeurs limites en concentration définies ci-dessous sont à respecter:

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté (code SANDRE : 1314)	50
Matières en suspension totales (MEST) (code SANDRE : 1305)	50
Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009)	5

Pour cela, l'exploitant procède, au moins une fois par an en période pluvieuse (d'octobre à juin), à des analyses sur les eaux pluviales issues de son site par un laboratoire agréé.

[...]

Constats :

Les résultats de mesure de septembre 2022 ont été consultés sur le point RX5 du site du Val de Loire. Il s'agit de la dernière campagne de mesure (prélèvement annuel).

Les résultats sont conformes sur la DCO et les hydrocarbures totaux, mais non-conformes sur les MES (280 mg/l pour une VLE de 50 mg/l). Les résultats des années antérieures ont été transmis à l'inspection. Les résultats sont conformes en 2018, 2019, 2020. L'année 2021 est manquante.

**Non-conformité** : la mesure des MES en septembre 2022 est supérieure à la valeur limite de 50 mg/l et l'analyse de l'année 2021 est manquante.

À noter également que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'APERAM ne sont plus adaptées sur le point de rejet RX5. Celles-ci feront l'objet d'une révision lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire intégrant notamment les dispositions de l'arrêté ministériel dit « RSDE » du 24/08/2017. Le point de rejet RX5 sera réglementé comme un point de rejet d'eau industrielle comme vu au point de contrôle précédent, avec une surveillance renforcée par rapport à la surveillance annuelle actuellement en vigueur dans l'arrêté préfectoral.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 7 : Rejets dans l'eau - VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (voir détail des VLE sur les points de rejets R2, R15, R16 dans l'arrêté préfectoral).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats de mesure d'auto-surveillance ont été consultés sur GIDAF sur les mois de février, mars, avril et mai 2023.</p> <p><b>Non-conformité : la transmission du mois de mars est manquante. L'exploitant indique avoir eu un problème technique avec la plateforme GIDAF. Dans ce cas, les résultats sont à adresser directement à l'inspection par mail.</b></p> <p>Résultats GIDAF de mai 2023</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R2 : dépassement en MES et Cr VI</li> <li>- R15 : dépassement en MES</li> <li>- R16 : dépassement ponctuel du flux d'azote et de la VLE en concentration</li> </ul> <p>Résultats GIDAF d'avril 2023</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R2 : dépassement en MES et Cr VI</li> <li>- R15 : dépassement en MES, Cr VI, Ni</li> <li>- R16 : dépassement ponctuel du flux d'azote et de la VLE en concentration</li> </ul> <p>Résultats GIDAF de février 2023</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R2 : dépassement en MES et Cr VI</li> <li>- R15 : dépassement en MES et Cr VI</li> <li>- R16 : dépassement ponctuel du flux d'azote et de la VLE en concentration</li> </ul> <p>Concernant les dépassements sur les différentes substances :</p> <p>Azote global : le flux est ponctuellement dépassé (1 dépassement par mois sur une mesure journalière) sur le point R16. L'exploitant identifie la source d'azote comme issue de l'un des acides des bassins de décapage qui est réutilisé pour acidifier les eaux de décapage.</p> <p>MES : les dépassements sont ponctuels (1 dépassement par mois sur une mesure journalière) et liés aux points de rejets qui collectent des eaux pluviales (R2 et R15). L'exploitant suppose que les MES proviennent des eaux de lessivage des pistes. À noter également que le point de prélèvement de R15 est situé en amont du décanteur ce qui ne prend pas en compte l'abattement de celui-ci.</p> <p>Ni : les dépassements sont ponctuels (1 dépassement sur R15 en avril 2023). L'exploitant identifie la source potentielle au niveau des purges de refroidissement du laminage à chaud, ou les purges</p>

des dégraisseuses. Les traitements au charbon actif ne marchent pas. L'exploitant est à la recherche d'autres solutions.

Cr VI : les dépassements sont récurrents (mais non systématiques) sur le point R2. L'exploitant a identifié ce problème depuis plusieurs mois sur le secteur de l'Usine de Loire et envisage les pistes suivantes :

- mise en place de l'aspiration primaire de l'aciérie pour éviter les retombées de poussières chargées en Cr VI
- changement du système de traitement par coagulation dans le décanteur (remplacement du chlorure ferrique en chlorure ferreux)

**Non-conformité : le site connaît des dépassements ponctuels sur l'azote (R16), les MES (R2 et R15), le Ni (R15) et des dépassements récurrents en Cr VI (R2).**

De plus, les VLE en vigueur dans l'arrêté préfectoral de 2017 ne tiennent pas compte ni de la révision des valeurs après entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 24/08/2017 (arrêté dit « RSDE », ni de la compatibilité avec le milieu. Cette dernière étant particulièrement sensible sur le point de rejet dans l'Ixeure qui est un court d'eau à très faible débit.

La révision des conditions d'autorisation prenant en compte ces éléments sera faite ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 8 : Registre déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité déchets

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes (voir détail dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021).

**Constats :**

Le registre 2023 a été transmis en amont de l'inspection et consulté.  
Toutes les colonnes sont bien renseignées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Entreposage de laitiers, réfractaires et matrice minérale

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/11/2017, article 1, modifiant l'arrêté préfectoral du 23/08/2010, articles 5.1.7, 9.13.3 et 9.13.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

## Prescription contrôlée :

### Article 5.1.7 modifié

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

<i>Site du Val de Loire</i>				
<i>Type de déchets</i>	<i>N° de déchet</i>	<i>Nature du déchet</i>	<i>Quantité maximale présente sur le site (tonnes)</i>	<i>Production maximale annuelle (tonnes)</i>
<i>DIND</i>	<i>10 02 02</i>	<i>Laitiers</i>	<i>20 000</i>	<i>12 000</i>
<i>DID</i>	<i>16 11 03</i>	Réfractaires	15 000	8 000

La quantité maximale de laitiers bruts et réfractaires stockés en vrac sur la plate-forme, est inférieure, en toutes circonstances, à 35 000 tonnes (17 500 m<sup>3</sup>).

### Article 9.13.3 modifié

[...] Entreposage de laitiers, réfractaires et matrice minérale : La hauteur des tas est inférieure à cinq mètres. L'ensemble des stockages de ces produits est assuré sur des aires étanches, drainées en un point bas permettant la récupération des eaux pluviales. Les eaux ainsi récupérées sont dirigées (par gravité ou par un dispositif de reprise par pompage) vers le bassin de récupération des eaux de pluie, implanté à l'extrémité nord du site du Val de Loire.

Le rejet de ces eaux directement dans le milieu naturel est interdit. Des vidanges ponctuelles par pompage, dûment maîtrisées, des eaux récupérées dans ce bassin sont régulièrement effectuées par l'exploitant afin d'empêcher tout débordement et d'assurer en toutes circonstances les fonctions de bassin de récupération des eaux d'incendie du site du Val de Loire.

Les effluents liquides ainsi récupérés sont évacués vers des installations dûment autorisées en vue de leur traitement avant rejet au milieu naturel. Les boues de décantation récupérées lors du curage du bassin sont traitées comme des déchets, dans le respect des dispositions prescrites dans le titre 5 précédent.

### Article 9.13.5 modifié

[...] Les 70 000 tonnes de matrice minérale non valorisable, stockées au 1<sup>er</sup> septembre 2017, font l'objet d'une étude technico-économique proposant des solutions acceptables pour le traitement et l'utilisation de ce produit. Cette étude est adressée au Préfet avant le 31 décembre 2017.

### Constats :

Les laitiers sont stockés sur le site de Val de Loire.

Les quantités de laitiers et réfractaires stockés sur site font l'objet d'un suivi dans un tableau « stock produits » consulté lors de l'inspection et transmis. Ce suivi permet de s'assurer que les quantités maximales présentes sur site prévues par arrêté préfectoral sont respectées. À la fin de la semaine 38, le stock est constitué de : 15 828 tonnes de réfractaires et 1 416 de laitiers, ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral.

La déclaration GERE 2022 sur la destination des laitiers (R4) indique une expédition d'environ 8000t/an comme suit :

- 4 037 tonnes chez SLR (57)
- 2 079 tonnes chez Remondis Production (Allemagne)
- 1 033 tonnes chez Orbix (Belgique)

L'exploitant estime la production totale de laitiers à environ 12 000 tonnes. Il reste donc un tonnage résiduel stocké sur site.

De plus, au-delà des encours de production, ce site comprend également des laitiers « historiques » stockés dans les mêmes conditions.

**Non-conformité : la visite du site a montré que les conditions de stockage de ces laitiers et réfractaires ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral dans la mesure où :**

- aucun moyen ne permet de vérifier le respect de la hauteur maximale de 5 m et des tas d'assez grande hauteur ont été observés ;
- les produits ne sont pas tous stockés sur une aire étanche, seule une petite partie est stockée sous bâtiment ;
- les eaux de ruissellement ne sont pas collectées mais infiltrées dans le milieu naturel ;
- le bassin de récupération des eaux de pluie n'est pas mis en place.

**Un arrêté de mise en demeure est proposé sur le respect de cette prescription.**

Ces non-conformités avaient déjà été relevées par l'inspection. Une étude technico-économique proposant des solutions acceptables pour le traitement et l'utilisation de 70 000 tonnes de matrice minérale non valorisable stockées a été prescrite par arrêté préfectoral du 27/11/2017 pour une remise initiale au 31/12/2017. Une proposition a été formulée dans un mémoire relatif à la cessation d'activité du stockage de matrice minérale du site Val de Loire, établi par le bureau d'études RAMBOLL France et transmis le 15 octobre 2018 par l'exploitant à Mme la Préfète de la Nièvre. Les dispositions prévues par ce mémoire n'ont toutefois pas été mises en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 10 : Déchets - stockage des ferrailles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets

**Prescription contrôlée :**

Conception et exploitation des installations d'entreposage interne des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants

sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité :</b> la visite du site de Val de Loire a montré que des déchets de ferrailles en attente d'expédition débordent des aires bétonnées ce qui ne permet pas d'assurer l'absence de risque de pollution notamment par lessivage par des eaux météoriques.  <b>Un arrêté de mise en demeure est proposé sur le respect de cette prescription.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois